

Des relations entre démocratie et TIC : quelques enseignements issus de travaux récents

Éric George¹

Résumé : Pendant plusieurs décennies, les relations entre technologies de l'information et de la communication (TIC) et démocratie ont été abordées de façons déterministe et spéculative. Il en est maintenant différemment étant donné que le développement d'Internet a permis de mener des recherches qui sont basées sur des observations empiriques. Dans ce texte, nous proposons d'analyser huit travaux qui ont été effectués récemment en France en nous intéressant aux types de sujets traités, aux caractéristiques de la participation militante et à la nature des relations entre TIC et démocratie.

Abstract : During several decades, the relations between information and communication technologies (ICTs) and democracy were approached in determinist and speculative ways. This changed with the development of the Internet which made it possible to undertake research based on empirical observations. In this text, we propose to examine eight researches which were carried out recently in France by analyzing the different subjects studied, the characteristics of the militant participation and the nature of the relations between ICTs and democracy.

Resumo : Durante várias décadas, as relações entre tecnologias da informação e da comunicação (TIC) e democracia foram abordadas de maneiras deterministas e especulativas. Isto é diferente agora já que o desenvolvimento de Internet permitiu efetuar investigações que são baseadas em observações empíricas. Neste texto, propomos analisar oito trabalhos que têm sido efetuados recentemente na França interessando-nos aos tipos de assuntos tratados, as características da participação militante e a natureza das relações entre TIC e democracia.

Mots-clés : Internet, TIC, démocratie, militantisme, politique

Keywords : Internet, ICT, democracy, activism, politics

Palavras chaves : Internet, TIC, democracia, militatismo, política

Le 20^e siècle a été, entre autres, caractérisé par le large déploiement d'un nombre considérable de moyens de communication, de la presse écrite au réseau Internet en passant par le cinéma, le téléphone, la radio et la télévision. Ces développements ont permis une telle

¹ Professeur Faculté de communication, Université du Québec à Montréal codirecteur, Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société (GRICIS), courriel : george.eric@uqam.ca
Il est aussi codirecteur du Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société (GRICIS), chercheur associé à la Maison des sciences humaines (MSH) de Paris Nord, membre du conseil d'administration de l'Association canadienne de communication (ACC) et coresponsable du Groupe de travail "sociologie de la communication" au sein de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). Il est l'auteur d'une trentaine de textes (articles, chapitres de livres et actes de colloque) avec révision par les pairs.

croissance des échanges informationnels et culturels, surtout dans les pays les plus riches de la planète, que nos sociétés peuvent être de plus en plus caractérisées par la place qu'y tiennent les pratiques de communication médiatisées reposant sur l'emploi d'objets techniques. Cette tendance a été accompagnée d'une forte croissance des propos portant sur les relations entre les techniques de l'information et de la communication (TIC) et la société, entre autres au sujet de la démocratie. Thierry Vedel distingue trois périodes à ce sujet. Les premières réflexions en la matière remontent aux années 1950 avec le développement des gros ordinateurs et de la pensée cybernétiqueⁱ. Il s'agissait de comprendre comment l'informatique pourrait contribuer à rationaliser les prises de décision politiques. Les échanges permanents d'information devaient contribuer à équilibrer le système, à atteindre la situation d'homéostasie en termes cybernétiques. Mais c'est surtout dans un deuxième temps, à partir des années 1970, que des recherches ont commencé à être effectuées autour des développements des réseaux câblés de télévision et des systèmes télé-informatiques ou télématiques, notamment aux États-Unis, et ce dans deux directions : premièrement l'utilisation des réseaux locaux pour établir de nouvelles relations entre citoyens et élus et deuxièmement la capacité des TIC à créer du lien social et à renforcer les identités locales. Pierre Chambat (2000) note que la majorité des travaux vont alors adopter une vision déterministe dans la lignée des écrits de Marshall McLuhan qui oublie la complexité des processus d'appropriation sociale. De plus, on peut ajouter qu'une bonne partie d'entre eux vont adopter – et cette observation demeure encore valable dans une certaine mesure aujourd'hui – une position spéculative qui consiste à considérer que les comportements pionniers vont sans doute se généraliser à des populations plus vastes une fois celles-ci connectées.

Nous voici maintenant dans la troisième période marquée par le développement du réseau Internet, notamment dans les pays les plus riches de la planète. Il est maintenant beaucoup plus facile de faire des observations sur des terrains très diversifiés les uns des autres et à une échelle beaucoup plus vaste. Par ailleurs, alors que la majorité des travaux ont pendant longtemps été faits aux États-Unis, d'autres pays, dont la France, comprennent maintenant un nombre non négligeable de chercheurs qui s'intéressent à ces questions. Or, nous avons été justement invités à la fin de 2005 à analyser plusieurs recherches effectuées en France sur les liens entre TIC et démocratie dans le cadre de notre participation aux travaux du séminaire « Démocratie électronique » (DEL)ⁱⁱ. Notre objectif consiste ici à revenir sur quelques enseignements issus de ce travailⁱⁱⁱ. Pour ce faire, nous aborderons tout d'abord les

types de sujets traités dans les différents textes avant de traiter des deux enjeux suivants : d'une part, les modalités de participation des activistes à la vie politique par le biais des TIC et d'autre part la question problématique de l'impact des TIC sur la démocratie.

1. Une priorité accordée à l'étude de cas

Nous avons tout d'abord constaté que les travaux ont tous reposé sur des études de cas à une exception près, ce qui nous a semblé fort bienvenu par rapport à ce que nous venons de rappeler ci-dessus. Ainsi, Fabienne Greffet consacre un texte aux transformations éventuelles des partis politiques en France et en Grande-Bretagne à partir d'une étude des sites web partisans en se demandant si c'est « l'occasion d'une revivification du débat public : une démocratie plus directe pourrait émerger, facilitée par la circulation d'information et des possibilités renouvelées d'interaction entre citoyens et gouvernants » (Greffet I, p. 3). Elle propose en complément un autre texte sur les liens entre dispositifs électroniques et politique à partir de l'analyse du rôle des blogues^{iv} dans la vie politique – et au-delà dans la vie publique – française. Greffet écrit à ce sujet que les « différents blogs sont tour à tour présentés comme outil d'une autre communication, plus personnelle, comme le moyen pour les simples citoyens de remettre en question l'approche informationnelle des médias dominants et comme le signe d'une (ré) appropriation de la politique, par des usagers qui inventeraient de nouvelles formes de participation politique à travers les outils internet, et leur dernier avatar, les blogs » (Greffet II, p. 1).

Les questions de la désaffection militante vis-à-vis des syndicats et du rôle éventuel d'Internet en la matière sont abordées dans deux textes. L'un d'entre eux est consacré au développement des TIC au sein des organisations syndicales. Françoise Pierson écrit que si la place de ces technologies dans les entreprises a fait l'objet de nombreuses recherches, tel n'est pas le cas « au sein d'autres types d'organisation tels que les organisations syndicales » (Pierson, p. 1). Dans son texte, elle envisage des changements dans le type de collectif engendré par l'introduction des TIC et émet notamment l'hypothèse de l'émergence d'un fonctionnement réticulaire, hypothèse qu'elle réfute partiellement d'ailleurs (Pierson, p. 1). Coïncidence, un autre texte porte sur le thème des relations entre dispositifs techniques communicationnels et structures syndicales. On y parle aussi de désaffection pour le syndicalisme. Laurence Favier et Joël Mekhantar écrivent : « Face à cette situation, la généralisation des TIC et de la communication en réseau grâce à Internet conduit à

s'interroger sur les conséquences possibles de cette révolution technologique pour le syndicalisme et, d'une manière générale, pour les modes de mobilisation sociale » (Favier et Mekhantar, p. 2). Leur double approche est toutefois un peu différente de celle de leurs collègues. Ils examinent en quoi les pratiques des TIC sont susceptibles de modifier le paysage syndical, puis montrent « comment un droit nouveau s'élabore pour y répondre » (Favier et Mekhantar, p. 2). Précisons qu'il s'agit du seul texte qui ne repose pas directement sur une enquête de terrain au sens sociologique du terme. La première partie aboutit à des conclusions mais faisant suite à la prise en compte de divers travaux menés par d'autres chercheurs.

Un autre texte porte sur des préoccupations qui « touchent » aussi le politique et le syndical. Il s'agit de la place d'Internet dans la mobilisation initiée par des chercheurs et des chercheuses contre la politique de recherche du gouvernement. Erwane Monthubert traite de cette mobilisation à partir de la publication sur le Web du texte « Sauvons la recherche ». « Alain Trautmann [ndr : la personne à l'origine de la mise en ligne de la pétition] ne se doutait pas que le mouvement qu'il était en train d'initier marquerait l'actualité sociale des mois à venir. En revanche, le choix d'Internet comme vecteur de propagation, les décisions techniques effectuées le plus souvent dans l'urgence, relevaient d'une intuition dans la puissance de certaines formes de mobilisation de cet outil, fondée sur des expériences antérieures » (Monthubert, p. 1).

On reste dans le politique au sens large avec un texte qui porte sur l'expression citoyenne sur Internet suite à une catastrophe, en l'occurrence la marée noire qui a suivi le naufrage de l'Érika sur la côte atlantique au large de la France en décembre 1999. André Vitalis écrit à ce sujet : « D'autres formes de contestation et de protestation internautes peuvent se manifester dans des situations de crise, à savoir des situations marquées par une rupture d'équilibre brutale et dont on voit mal comment y porter remède. Une marée noire constitue une crise environnementale majeure qui suscite une très forte émotion et un besoin d'expression critique » (Vitalis, p. 1). L'utilisation d'Internet par des citoyens et des citoyennes est aussi abordée à l'étude de leurs tentatives d'intervention auprès du service du médiateur de la télévision publique, France 2. Aurélie Aubert travaille sur « les interventions croissantes et de mieux en mieux organisées des citoyens à propos des médias et dans les médias. Cette réflexion est tirée d'une étude de la parole des téléspectateurs contenue dans les courriels envoyés au service du médiateur de l'information de France 2 » (Aubert, p. 1).

Enfin, deux textes parlent du mouvement altermondialiste. Le premier de Christophe Aguiton et de Dominique Cardon émet l'hypothèse suivante : « les conditions favorables au développement des usages et de l'innovation technologique sont intimement articulées à certains traits de la culture sociale, économique et politique du milieu dans lequel ces usages émergent » (Aguiton et Cardon, p. 1). En conséquence, « il ne suffit [...] pas de comprendre les besoins et les pratiques des acteurs pour définir des solutions techniques adaptées, il est indispensable de tenir compte du fait que l'échec ou la réussite dans la mise en œuvre de système de communication dépend de la manière dont certains types d'échanges et de communication sont valorisés ou condamnés par la culture politique de leurs utilisateurs » (Aguiton et Cardon, p. 1). Les deux auteurs montrent la pertinence de leur proposition en travaillant sur l'organisation des forums sociaux mondiaux (FSM). Quant au dernier texte, il s'agit du nôtre et il a un contenu quelque peu différent de la quasi-totalité des autres. Il porte également sur l'étude de composantes du mouvement altermondialiste. Mais il a pour but de fournir une synthèse des enseignements issus de nos travaux menés principalement entre 1995 et 2001 dans le cadre d'un doctorat puis en 2004 et 2005 dans le cadre d'une première recherche subventionnée. Nous n'y reviendrons pas ci-dessous.

2. Les caractéristiques de la participation militante

2.1. Un espace public moins inégalitaire ?

Les auteurs des textes soulignent le fait que l'accès à l'espace public grâce aux TIC demeure inégalitaire (voir à ce sujet George, 2002) mais aussi que le profil des usagers se diversifie progressivement alors qu'une autre tendance apparaît, la professionnalisation de certaines activités. De façon générale, la population concernée reste marquée par certaines caractéristiques parmi lesquelles la jeunesse, l'aisance financière et un niveau de diplômes élevé même si l'accès à Internet tend à se répandre. Pierson note à ce sujet que ces inégalités d'accès posent des problèmes aux syndicats car tous les adhérents et adhérentes ne sont pas forcément connectés (Pierson, p. 14). Si les informations des fédérations arrivent souvent par courriel aux syndicats, ces derniers communiquent encore très peu avec les adhérents par l'intermédiaire de cet outil. Le courrier postal demeure privilégié (Pierson, p. 14). De son côté, Aubert note que si la part des enseignants et des catégories socioprofessionnelles supérieures reste substantielle parmi les correspondants du médiateur de la télévision

publique, « ce phénomène touche un nombre croissant de téléspectateurs qui ne se situent pas nécessairement dans ces franges de la population : ce mode de communication n'est plus, depuis quelques années, le mode d'expression d'une classe privilégiée » ajoute-t-elle (Aubert, p. 2). En huit ans, la structure du courriel reçu par le médiateur a « considérablement évolué, puisque le service avait été institué à une époque où l'internet domestique était assez peu répandu. Ainsi, [...] le service a reçu 3000 mails en 1999, 20 000 en 2001, plus de 36 600 en 2002, et autour de 35 000 en 2003 et 2004 (Aubert, p. 2).

On retrouve aussi dans un nombre important de textes l'idée selon laquelle les potentialités d'internet, par exemple en termes d'interaction et d'interactivité, dépendent en fait largement des ressources qui sont effectivement investies dans la production. Greffet formule « l'hypothèse que les capacités de mise à jour, de modération, d'interaction avec les visiteurs sont dépendantes de l'énergie, des moyens et des compétences techniques et politiques des producteurs de blogs » (Greffet, p. 6). Les inégalités peuvent être dues à de grandes différences dans les degrés d'appropriation de la technologie. D'où l'intérêt de suivre d'éventuels systèmes d'entraide. « Certaines personnes interrogées ont souligné l'existence d'une autoformation due à beaucoup d'échanges entre les personnes. Les relations informelles existantes ont donc permis, dans le cadre de l'introduction des TIC, de développer les interactions et l'entraide : l'esprit d'équipe s'est développé avec les TIC » écrit Françoise Pierson au sujet des syndicats (Pierson, p. 16). De plus, certains outils techniques sont présentés comme capables d'aider un nombre croissant d'internautes à produire du contenu. C'est le cas du logiciel SPIP dont André Vitalis parle en ces termes : « les concepteurs de cette architecture et du logiciel libre associé, qui se réclament de l'esprit libertaire et coopératif des débuts de l'informatique et d'internet, veulent faciliter l'appropriation des nouvelles technologies. Ils entendent faire de l'internaute, un vrai usager de la technique et non un simple consommateur » (Vitalis, p. 5).

Pourtant, à propos de l'idée selon laquelle chacun, chacune pourrait finalement avoir accès à l'espace public afin de pouvoir participer à la vie politique, les analyses sont plutôt critiques. Il ne suffit pas que la communication soit possible pour qu'elle ait lieu effectivement. D'une part, il semble bien que les participants à certains forums soient peu nombreux. D'autre part, il apparaît que parmi les participants, une minorité a tendance à monopoliser la prise de parole. Fabienne Greffet note que « sur le forum "sécurité" du RPR, une quarantaine de contributions ont été publiées entre le 1^{er} mars et le 15 septembre 2002,

alors que cette thématique a constitué un sujet majeur de la campagne présidentielle et du programme de Jacques Chirac » (Greffet II, p. 12). Dans le cas du forum du Parti socialiste, c'est une minorité qui a animé les débats. « Les messages émis en moins d'une semaine correspondent à un "noyau dur" d'intervenants (5 personnes sont intervenues 5 fois ou plus, dont l'administrateur du site), auxquels s'adjoignent un grand effectif de "participants occasionnels" (20 personnes n'ont participé qu'une fois), et quelques intervenants "intermédiaires" (11 personnes, dont 10 ont participé deux ou trois fois, une quatre fois) » (Greffet II, p. 12). Et ces observations sur les grandes différences en termes de participation se retrouvent dans bien d'autres études dont les nôtres.

2.2. Militantisme et professionnalisation

Certains analystes se demandent si le développement d'un militantisme reposant uniquement ou presque sur l'utilisation d'Internet, ce que d'aucuns appellent le cybermilitantisme, ne conduirait pas à modifier la nature même de l'activisme. Fabien Granjon a ainsi repris la notion de « militantisme distancié » de Jacques Ion au sujet de ces usages du réseau informatique (Granjon, 2001). Dans les travaux que nous avons lus, l'activité sur Internet est le plus souvent présentée comme complémentaire d'autres activités politiques et militantes. Ainsi, la mobilisation contre la politique de recherche du gouvernement français a eu lieu à la fois sur le réseau et hors du réseau et a été forte ou faible selon les cas de figure. Le 10 avril 2003, a été annoncé à Paris au Panthéon « l'enterrement de la recherche française », ainsi que le fait que la pétition baptisée « l'appel de Cochin » avait d'ors et déjà été signée par 7500 personnes, principalement en ligne. « Cette manifestation-spectacle rencontre un écho certain dans les médias. Dans les semaines qui suivent, les réactions syndicales, tribunes de personnalités, articles de nombreux chercheurs sur le site, aboutissent à ce qu'une partie des gels annoncés par le gouvernement soient réduits » (Monthubert, p. 2). La mobilisation peut être parfois plutôt faible. Certains chercheurs se sont même contentés d'apposer le logo directement imprimé du site « Sauvons la recherche » sur la porte de leur bureau ou de leur casier, de se connecter régulièrement sur le site web ou de recevoir les messages de la liste de diffusion. « L'usage massif d'Internet favorise un "engagement distancié" et restreint permettant de préserver un "quant-à-soi" à l'abri d'un engagement total » note Erwane Monthubert (Monthubert, p. 5). Elle ajoute que « sans pour autant être en première ligne de la mobilisation, de nombreux chercheurs, dans leur

laboratoire, se sentent alors entièrement partie prenante de ce mouvement, liés notamment par cette circulation d'informations générée par Internet » (Monthubert, p. 5).

Au sujet de l'engagement en ligne et hors-ligne, André Vitalis met l'accent sur la prolongation des échanges sur le réseaux par des rencontres physiques dans le cas de la catastrophe de l'Erika : « Une autre caractéristique de ces applications est de prolonger les contacts sur le réseau par des rencontres physiques, en organisant des auditions publiques. Sont ainsi créés en marge des endroits officiels, des espaces largement ouverts afin d'échanger, dans les localités touchées par la catastrophe, un maximum d'informations. La rencontre physique doit permettre d'échapper aux pièges du pur virtuel, de faciliter les contacts et de conforter l'engagement » (Vitalis, p. 6). Cela dit, la participation à l'action militante n'est pas systématiquement mise en avant. Fabienne Greffet constate par exemple qu'aucun blogue étudié ne propose « aux internautes de s'engager dans des actions militantes » (Greffet, p. 9).

D'autres textes invitent à s'interroger dans une perspective différente, celle de la professionnalisation des activités. Fabienne Greffet note que des « anonymes » peuvent voir leur blogue percer parmi ceux des vedettes de la politique. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il s'agit de Monsieur ou de Madame Tout le Monde car ces « anonymes » sont pour la plupart d'entre eux bien pourvus de ressources politiques et sociales. Ils possèdent de l'expertise, des connaissances techniques ainsi que du temps nécessaires (Greffet, p. 9). Greffet aboutit même à la conclusion probable selon laquelle il va y avoir une professionnalisation progressive de la production de blogues tout comme cela est le cas de l'ensemble d'Internet : « après la phase initiale "d'explosion" du nombre de blogs, une hiérarchie conforme à celle qui existe pour les sites web se constituera progressivement, avec en tête un petit nombre de blogs très populaires et très consultés, fréquemment mis à jour, extrêmement interactifs, repris par les autres médias et pouvant éventuellement devenir des "portails" [...]. On peut également formuler l'hypothèse que les blogs les plus populaires se professionnaliseront, c'est-à-dire reposeront sur une équipe et obtiendront des ressources financières sur internet leur permettant de maintenir leur avantage comparatif » (Greffet II, p. 9). C'est d'ailleurs ce qui est arrivé dans le cas de la lutte réussie du mouvement des chercheurs contre la politique gouvernementale : « A la phase initiale artisanale du mouvement SLR [s'est substituée] une organisation plus professionnelle avec l'embauche d'un webmestre par les organisateurs » note Erwane Monthubert (Monthubert, p. 7).

3. L'impact des TIC sur la démocratie en question

En dehors du champ académique, la question des rapports entre TIC et démocratie est souvent appréhendée en termes d'impact de la technologie sur la politique. Ce type de propos déterministe n'est guère étonnant car on peut considérer qu'il fait partie des discours d'accompagnement qui ont toujours été de pair avec la mise en place de nouveaux dispositifs techniques communicationnels (Lacroix, 1995, p. 149-150). En revanche, la vision qui émane de la lecture des textes est pour le moins beaucoup plus nuancée. Ce n'est guère étonnant car certains problèmes, tels que le rapport de cause à effet, demeurent récurrents dans les recherches en sciences sociales. Fabienne Greffet mentionne les liens entre les résultats du referendum sur le Traité constitutionnel européen en France et la construction d'espaces citoyens en ligne qui ont abouti à une mobilisation intense des partisans du non (Greffet II, p. 1). Mais quel lien solide de cause à effet est-il possible d'établir entre ces deux événements ? Il nous apparaît que tout reste à faire à ce sujet. D'où la prudence de beaucoup.

3.1. Des observations qui invitent à la prudence

André Vitalis estime qu'Internet permet l'expression de « la voix polémique de la société civile » (Vitalis, p. 3). Il a pu le constater lors de la catastrophe de l'Erika avec, entre janvier 2000 et janvier 2001, la création de plus de 8.300 pages sur le Web (Vitalis, p. 3). Vitalis estime d'ailleurs que la mobilisation autour de la catastrophe de l'Érika représente plutôt une exception : « Une crise environnementale majeure comme une marée noire montre que les techno-réseaux peuvent apporter véritablement une plus-value démocratique. On observe en effet, dans cette conjoncture de crise, une forte volonté d'appropriation d'internet pour dire sa colère, critiquer les pouvoirs en place, s'engager. C'est cette volonté d'expression et de mobilisation qui est cruellement absente de la plupart des projets de démocratie électronique qui donnent trop d'importance aux outils et aux nouvelles technologies censés apportés par eux-mêmes, une amélioration » (Vitalis, p. 8). De son côté, Fabienne Greffet écrit que « les technologies "électroniques" en général apparaissent comme complémentaires, voire accessoires, par rapport à d'autres formes de communication politique, au moins pour ce qui concerne les acteurs institutionnels de la représentation politique. Les résultats de plusieurs enquêtes internationales convergent pour montrer que les candidats, de même que les organisations partisans, privilégient, particulièrement en période électorale, la

communication télévisée, les relations avec la presse écrite et les réunions publiques plutôt que la communication sur internet » (Greffet, p. 2).

Fabienne Greffet note aussi que les TIC apporteront des améliorations en termes organisationnels au même titre que le téléphone et le télécopieur auparavant mais « le développement d'une "démocratie interne", où tous seraient consultés et entendus grâce aux nouvelles technologies, relève de la réactivation du mythe participatif » (Greffet II, p. 13). Greffet trouve justement que ce cyberoptimisme est très présent au sujet des blogues. On retrouve derrière bon nombre de ces discours une conception du citoyen hyperactif. Or, cette approche a pour défaut de ne pas tenir compte des conditions réelles de vie qui rendent possibles un certain nombre d'éventualités et improbables, voire impossibles d'autres éventualités. À ce sujet, Jean-Pierre Durand a de bonnes raisons de dire que si les forces sociales susceptibles de se transformer en mouvement social capable de changer l'histoire ne le font pas, c'est certes une question de moyens économiques, sociaux et culturels mais aussi une question de temps (Durand, 1997, p. 157). Comme l'explique Serge Latouche, le mode de vie capitaliste explique largement le désengagement des citoyens et des citoyennes de la vie politique (Latouche, 1997, p. 147).

3.2. Les poids respectifs du social et de la technique

Dans certains cas, il est indéniable que le réseau informatique a tenu un grand rôle dans la mobilisation sociale. C'est par exemple le cas au sujet de la lutte contre la politique de recherche du gouvernement français. Néanmoins, ce cas de figure présente quelques spécificités. Premièrement, Erwane Monthubert montre qu'il s'agit d'un mouvement qui a largement utilisé les potentialités d'Internet. 10 000 visites quotidiennes ont été générées pendant la mobilisation sur le site principal, 1500 rédacteurs ont rédigé 600 textes, des milliers de messages sur le forum, une revue de presse régulière, une lettre d'information périodique, et ont créé des dizaines de sites satellites locaux (Grenoble, Lyon, etc.) thématiques ou catégoriels (jeunes, expatriés, précaires...) (Monthubert, p. 5). Deuxièmement, les opposants ont un profil particulier : ils sont nombreux, leur métier, la recherche, bénéficie d'une aura de sympathie auprès de la population et ils savent construire des argumentations (Monthubert, p. 9). Troisièmement, le mouvement a bénéficié du soutien non seulement des employés précaires du secteur de la recherche mais aussi de celui des directeurs de laboratoires qui ont menacé de démissionner (Favier et Mekhantar, p. 3). Ces spécificités

conduisent Erwane Monthubert à s'interroger : « Reste à savoir si cette expérience peut, en elle seule, constituer un modèle » (Monthubert, p. 9).

Elle met finalement l'accent sur le fait que le succès est dû aux usages du réseau et pas au réseau lui-même : « Ce n'est pas Internet qui fait le mouvement des chercheurs, mais les usages qui en sont faits : c'est toute une communauté qui se trouve mobilisée sur le terrain » (Monthubert, p. 9). En cela, elle adopte ici une position sociologique qui vise à accorder le rôle structurant au social par rapport à la technologie. De leur côté, Favier et Mekhantar estiment que « de la même façon que la constitution du mouvement ouvrier à l'ère industrielle ne saurait être séparée de son cadre d'organisation, l'usine (et pour certains le pub qui joue un rôle de moyen de communication), celle des travailleurs d'aujourd'hui ne saurait l'être d'Internet qui est l'infrastructure matérielle d'une forme d'organisation, le réseau » (Favier et Mekhantar, p. 3). Ils adoptent de ce point de vue un discours plus déterministe qui accorde une place centrale à la technique en tant que telle. Le réseau informatique aurait-il une essence qui influencerait les usages qui en sont faits ? Sur ce point du moins, il y a manifestement débat.

Au-delà de ces approches qui mettent l'accent sur les détermination sociale et technique, on peut rappeler que les caractéristiques techniques de l'Internet qui sont susceptibles d'influencer les usages effectifs de celui-ci ont été élaborées socialement, notamment par des informaticiens qui en étaient à la fois les concepteurs et les premiers utilisateurs. On peut d'ailleurs retrouver dans la lutte des chercheurs contre la politique du gouvernement une filiation avec les pionniers d'Internet. Erwane Monthubert mentionne que la « communauté du libre » a favorisé la mobilisation (Monthubert, p. 5). Ainsi, l'outil utilisé pour monter le site web, SPIP, est modifiable sur le principe du libre afin de pouvoir y implémenter de nouvelles fonctionnalités si nécessaire. Par ailleurs, l'hébergeur du site, l'Association pour un Internet non commercial (APINC) semblait dès le départ posséder les qualités nécessaires : philosophie, modicité de la cotisation annuelle, absence de publicités, mise à disposition de tous les outils libres indispensables pour la création d'un site. Mais l'association a rapidement représenté beaucoup plus qu'un simple prestataire. Pour Erwane Monthubert, elle est devenue au fil des jours « un partenaire essentiel du mouvement » n'hésitant pas à dédier un serveur au site étant donné le nombre considérable de connexions non prévues « alors qu'un hébergeur commercial aurait tout simplement coupé les tuyaux ». De plus, Laurent Labat, un des administrateurs de l'APINC, par ailleurs doctorant en

informatique, est devenu un des piliers de l'équipe du site (Monthubert, p. 6). Et elle conclut en ces termes : « Cette "machine de guerre" est portée par une communauté du libre d'autant plus naturellement disposée à s'investir dans des objectifs techniques communs qu'elle se trouve à la fois en situation de tester ses projets, ses produits et que l'esprit démocratique qu'elle porte se trouve à l'œuvre sur le terrain » (Monthubert, p. 6). Aussi bien chez les informaticiens défenseurs du logiciel libre que parmi les chercheurs qui manifestent contre les projets du gouvernement en matière de politique de recherche, la connaissance est présentée comme un bien public. Où l'on retrouve un lien fort entre les objectifs de la mobilisation et les moyens qui sont utilisés pour atteindre ces objectifs.

Une idée voisine est également présente dans le texte d'Aguiton et Cardon qui écrivent que « le développement [d'une] culture d'innovation technologique au sein de la nébuleuse altermondialiste a contribué à faire émerger un ensemble d'interrogations touchant aux manières d'organiser et de mettre en débat les mobilisations internationales » (Aguiton et Cardon, p. 6). Le développement de cette culture repose sur plusieurs facteurs, à commencer par l'emploi de technologies banalisées et accessibles qui, une fois assemblées, permettent de développer des outils et par l'octroi d'une certaine autonomie aux acteurs qui sont impliqués dans ces activités innovantes pour lesquelles il est nécessaire de mettre en réseau des compétences hétérogènes. Fait à noter, les techno-activistes tiennent à favoriser l'appropriation par l'ensemble des usagers.

Au-delà de ces exemples, nous concluons avec l'une de nos propres pistes de réflexion, à savoir la place que les groupes militants accordent au développement sociotechnique d'internet, ce qui passe par la prise de conscience de l'importance de considérer le réseau informatique non seulement comme un outil mais aussi comme un objectif en termes de mobilisation sociale, surtout à une époque où les entreprises privées et où les institutions étatiques tentent de peser le plus possible sur son développement.

Liste des textes analysés

Les textes sont disponibles à cette adresse : <http://loiseaugerard.free.fr/DELcolloque/> (rubrique militantisme)

Aguiton Christophe et Dominique Cardon, *L'équipement électronique des débats altermondialistes*

Aubert Aurélie, *Les stratégies militantes des téléspectateurs : une étude du courrier activiste reçu par le service de médiation de France 2*

Favier Laurence et Joël Mekhantar, *Les syndicats et la démocratie électronique*

Greffet Fabienne I, *Politics as usual ? Les blogs politiques français en 2005*

Greffet Fabienne II, *Usages du web et procédures d'expression et de consultation dans les partis politiques français et britanniques*

Monthubert Erwane, *À propos d'Internet et du mouvement « Sauvons la recherche »*

Pierson Françoise, *TIC et collectif : le cas d'une organisation syndicale*

Vitalis André, *Les techno-réseaux en temps de marée noire : des outils de mobilisation et d'expression citoyennes*

Bibliographie

Arterton Christopher F. (1987), *Teledemocracy. Can Technology protect Democracy ?*, Londres, Newbury Park (Californie) : Sage.

Chambat Pierre (2000), « La démocratie assistée par ordinateur », *Cahiers Politiques*, n° 4, p. 47-75.

Durand Jean-Pierre (1997), « La pensée critique peut-elle être utile ? », *La Revue du M.A.U.S.S.*, n° 9, p. 151-167.

George Éric (2005), *Démocratie et dispositifs électroniques : regards sur la militantisme*, Rapport de synthèse sur l'atelier consacré au militantisme, colloque organisé par le réseau DEL, Paris, le 7 décembre 2005, http://www.certop.fr/DEL/IMG/pdf/George_2005.pdf.

George Éric (2002), « La question des inégalités au coeur des usages de l'Internet », *COMMposite*, V. 2.1, <http://commposite.uqam.ca/2002.1/articles/george6.html>.

Granjon Fabien (2001), *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes : Apogée.

Innis Harold Adams (1950), *Empire and Communications*, Oxford : Clarendon Press.

Lacroix Jean-Guy (1995), « L'univers merveilleux de Videoway », dans Jean-Guy Lacroix et Gaëtan Tremblay (dir.), *Les autoroutes de l'information. Un produit de la convergence*, Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, coll. Communication, culture et société.

Latouche Serge (1997), « La mondialisation et la fin du politique : diagnostic et perspectives », *La Revue du M.A.U.S.S.*, n° 9, p. 137-150.

Vedel Thierry (2003), « L'idée de démocratie électronique : origines, visions, questions », Pascal Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*. La Tour d'Aigues : éditions de l'Aube, pp. 243-266, http://gdrtics.u-paris10.fr/pdf/ecoles/sept2003/01-03_vedel.pdf.

ⁱ Harold Innis, souvent considéré comme le « père spirituel » de Marshall McLuhan, a consacré une partie de son œuvre à l'étude des relations entre moyens de communication et formes politiques au fil des civilisations. On pense à son ouvrage *Empire and Communications* (1950).

ⁱⁱ Lecteurs et lectrices trouveront des informations sur le réseau DEL sur le site web : <http://www.certop.fr/DEL>. Il est possible d'avoir accès à tous les documents en devenant membre du réseau.

ⁱⁱⁱ La synthèse complète de l'atelier consacré aux liens entre militantisme et Internet est en ligne sur le site web du réseau (voir la bibliographie pour les références). Dans le cadre de cet article, nous avons dû faire des choix liés aux contraintes de longueur du texte.

^{iv} Nous écrivons le mot « blogues » en français du Québec. En Europe, la tendance consiste plus à écrire « blogs ». Vous trouverez aussi cette façon de l'écrire dans le cas de citations.